

## LGV Bordeaux-Hendaye : retour à la réalité

Hier, les élus ont débattu de la ligne à grande vitesse (LGV) et de ses conséquences néfastes sur la Communauté urbaine et le futur quartier Euratlantique.



Alain Juppé et Vincent Feltesse sont sur la même ligne concernant la LGV. (PHOTO LAURENT THEILLET)

L'hémicycle n'avait qu'un nom à la bouche : Philippe Duron. Le député, rapporteur de la commission Mobilité 21 qui jeudi a donné le coup de grâce à la LGV Bordeaux-Hendaye. Subitement, il est passé de l'ombre à la lumière. C'était la grande affaire du Conseil communautaire d'hier. On le comprend puisqu'une partie du développement de l'agglomération est pour partie lié à l'arrivée des lignes ferroviaires à grande vitesse.

Il faudra s'en priver d'une : Bordeaux-Hendaye. L'idée révulse avec plus ou moins d'intensité bon nombre d'élus. La question a bouleversé l'ordre du jour (lire par ailleurs). La motion « en faveur de la réalisation complète du Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) » a été la plus discutée.

### Réalité « brutale »

La phrase du jour revient à Alain Anziani (PS, Mérignac) : « La réalité s'est rappelée à nous. Et c'est brutal. On a empilé les promesses pour arriver à une enveloppe de 245 milliards d'euros de lignes à grande vitesse. » Or, seul le cinquième de cette somme est en réalité disponible. Vincent Feltesse, le président, a quant à lui rappelé combien l'arrivée de la LGV est « fondamentale pour la métropole ».

De fait elle constitue la colonne vertébrale de la connexion avec Paris, Toulouse et aussi « l'ouverture sur la péninsule ibérique, signe de l'engagement transfrontalier ». Il sera à Paris en début de semaine prochaine : « Il reste une faible marge de négociation, il faut la saisir ».

Alain Juppé est sur la même ligne : « Je ne sous-estime pas les difficultés budgétaires. Je ne suis pas certain que tailler dans les investissements publics soit la bonne méthode. Les grands équipements c'est de l'activité, de l'emploi. Il y a une cohérence dans le GPSO. Trop longtemps, l'agglomération a été un cul-de-sac ». Le maire de Bordeaux, comme de nombreux élus de l'agglomération, y voit un péril majeur pour le futur quartier Euratlantique autour de la gare Saint-Jean. « C'est un potentiel de 25 000 à 30 000 emplois ainsi remis en cause. Le projet ne doit pas être renvoyé aux calendes grecques », a dit Alain Juppé. Son lieutenant Nicolas Florian a lui pointé « un enterrement de première classe », appelant à une réponse vigoureuse.

### **Les écologistes tancés**

À quelques nuances près, PS et la droite Communauté d'avenir sont d'accords. Les voix dissonantes sont venues des bancs d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Clément Rossignol (Bègles) n'a pas vu dans le rapport Duron un si mauvais augure. Il a essuyé les lazzis en expliquant : « Nous sommes contre la LGV, mais pour le TGV ». Pour les écologistes, « l'urgence est l'entretien de l'existant, nous avons besoin d'un réseau qui irrigue le territoire pas d'une ligne qui le traverse.

Et puis il y a une confusion entre la grande vitesse et la très grande vitesse, plus de 250 km/h (les trains de la LGV sont censés rouler à plus de 300 km/h, NDLR) ce qui a un coût en terme d'installation. Je me félicite de voir le Premier ministre adopter des positions proches des Écologistes. Quant à Euratlantique, cela se fera avec ou sans LGV. »

Vincent Feltesse sort de ses gonds : « Je suis choqué par de tels propos. Je vous rappelle que nous sommes sur des dossiers sérieux... ». Gérard Chausset (EELV, Mérignac) tente de faire entendre une différence : « Motion ou pas motion, nous n'obtiendrons pas plus du gouvernement, il faut prendre en compte l'aménagement des lignes existantes, c'est ce qu'il faut proposer ».

Alain Juppé se fend d'une leçon de chose : « Dans une négociation, si on veut un résultat, il ne faut pas partir en baissant son pantalon ». Tancés, les écologistes ont voté contre la motion en faveur de la réalisation de la LGV. Le PC s'est abstenu : « Un débat de maquignon un jour de foire du village », a expliqué Max Guichard (Cenon). Le document a été approuvé à une large majorité